

Maintenir le cap

par MICHEL ROCARD (*)

Rien n'est moins assuré que l'extension de la démocratie et le vingtième siècle pourrait bien rester dans l'histoire comme celui du totalitarisme. Nous avons connu le fascisme. Nous sommes en train de comprendre, après des dizaines d'années d'aveuglement complice, que le phénomène totalitaire est le trait distinctif du fait soviétique. Nous avons enfin appris que la militarisation intégrale de la société qui s'est étendue à la grande majorité de l'Amérique latine n'a rien à voir avec les *pronunciamientos* sur lesquels il était de bon ton d'ironiser. La géopolitique brésilienne, qui a poussé jusqu'à ses ultimes conséquences la théorie de la sécurité nationale, constitue une menace comparable aux doc-

trines fascistes du début du siècle et aussi contagieuse qu'elles.

Certes l'Europe occidentale paraît relativement peu menacée. Mais outre qu'elle ne peut ignorer l'importance internationale d'un tel risque, sauf à renoncer à tout rôle d'envergure, elle vit une forme particulière d'autoritarisme qui consiste à demander à des Etats forts de compenser la faiblesse des gouvernements. Celle-ci, analysée en termes institutionnels a donné naissance au thème « *on ne gouverne pas une société avec 51 % des voix* ». Pendant quelque temps, la politique du « compromis historique » a paru constituer une réponse possible à la crise des gouvernements, mais l'exemple italien montre aujourd'hui que l'absence d'alternative politique peut engendrer marginalisation et violence. En réalité, ce dont souffrent les gouvernements d'Europe c'est d'abord d'une crise de légitimité : une société très inégalitaire qui n'a rien à proposer que ses produits, et où les plus démunis refusent les règles du jeu qui servent d'abord à conserver les privilèges des autres, cette société est condamnée à l'éclatement.

(*) Secrétaire national du parti socialiste.

okov

(Lire la suite page 9.)

Maintenir le cap

(Suite de la première page.)

La politique se réduit à la gestion et n'a plus les moyens de faire respecter ses choix dès lors que ceux-ci exigent un certain nombre de mesures peu populaires comme c'est le cas en période de crise économique. Loin de disposer de majorités politiques, sou-

La tentation de l'État fort

La société politique se trouvant hors d'état d'assumer son rôle, les gouvernements s'en remettent à un État fort du soin de maintenir l'ordre.

Pour la France, comme pour toutes les démocraties vieillissantes, les institutions et la démocratie deviennent donc des questions à approfondir. Nul ne sait par exemple si la constitution de la V^e République résistera au face-à-face d'un président et d'une majorité à l'Assemblée nationale représentant des coalitions opposées. Le choix personnel que fera M. Giscard d'Estaing entre ses deux fonctions devenues inconciliables, d'arbitre et de chef de coalition, constituera un précédent décisif. Mais il n'est que deux voies pour régler le problème durablement : soit aggraver l'autoritarisme du système et le poids de la fonction présidentielle ce qu'aucun démocrate ne saurait accepter ; soit considérer le peuple français comme suffisamment majeur pour l'associer au règlement du problème, et cela de deux manières. Si les électeurs sont amenés à élire pour la même durée (et pourquoi pas le même jour ?) le président et les députés, le risque d'une contradiction mettant en péril nos institutions s'amenuise beaucoup.

Le système manque d'autre part d'un échelon intermédiaire sérieux, entre les citoyens, leurs problèmes, leurs difficultés, et l'État réputé seul responsable de tout. Des communes plus autonomes et plus responsables parce que mieux dotées, des assemblées régionales directement élues et

dées autour d'un grand projet, les gouvernements d'Europe occidentale se maintiennent avec difficulté en négociant constamment avec des minorités d'intérêt. Le système électoral accélère paradoxalement la crise de la démocratie en obligeant tout gouvernement à marchander son existence tous les deux ou trois ans, voire tous les six mois.

maîtresses du plan de développement régional épargneraient à l'État, donc à la nation, bien des tensions.

La qualité de notre démocratie est une condition nécessaire pour que la France entreprenne enfin de construire consciemment son avenir, mais elle n'y suffit pas. Il leur faut encore rester libre d'expérimenter chez elle les solutions de demain.

Je crois profondément que cet avenir ne peut être qu'européen. Mais l'Europe se meurt, réduite à la circulation des marchandises. Pour briser ce carcan, il faudra une forte volonté appuyée sur une expérimentation victorieuse et rayonnante : ici nous retrouvons la nécessité initiale de l'indépendance nationale.

La coalition sortante a laissé compromettre cette indépendance dans bien des domaines. Le nombre d'entreprises françaises passées sous le contrôle des multinationales s'accroît chaque année. Notre recherche scientifique s'affaïsse par rapport aux États-Unis. Notre défense, trompeusement abritée derrière une illusoire ligne Maginot nucléaire, ne dispose plus des moyens de présenter une réponse souple aux différents types de menaces que peut subir, dans ses approvisionnements comme sur son territoire, un pays développé situé en un lieu névralgique et soucieux de se construire un destin original.

La responsabilité de la classe sociale et politique qui dispose du pouvoir depuis vingt ans est ainsi accablante dès lors que l'on examine son bilan au regard de ces quelques questions.

Le socialisme aujourd'hui

La France ne mérite ni ce présent sans horizon ni cet avenir. Puissance moyenne non soumise aux contraintes d'une position impérialiste, elle peut exercer un rôle déterminant pour tous les pays, notamment ceux du tiers-monde, qui n'ont aujourd'hui d'autre choix que de jouer tour à tour ou en même temps la carte des États-Unis, de l'U.R.S.S., voire de la Chine. Marqué par de fortes traditions démocratiques, le peuple français est moins enclin que d'autres à croire que son destin puisse se résumer au commerce, quelles que soient les contraintes que lui imposent les nécessités de ses approvisionnements et le développement des concurrences.

Face à la crise politique de l'Occident, le peuple qui sera capable de bâtir un grand projet sur un mode d'organisation sociale jouera un rôle plus important que ceux qui auront limité leur ambition à la seule réussite économique.

Ce projet, c'est bien sûr à la gauche de le porter, de l'expliquer, de l'appliquer. A condition qu'elle prenne la dimension de la tâche. Nos questions sont celles de la fin du siècle, mais la réponse à donner doit correspondre à la grande fracture des

compris des Français et, notamment, de nombreux communistes.

Aussi longtemps que le parti socialiste renforcera ses positions,

Un vrai parti socialiste

Le drame est que, lorsque le parti communiste est en crise, toute la gauche est malade. Le parti socialiste a beau faire, il n'échappe pas totalement à la contagion. Alors que la campagne présidentielle de François Mitterrand, en 1974, avait été placée sous le double signe de la rigueur économique et de l'audace dans les transformations sociales et culturelles, nous avons aujourd'hui du mal à éviter le retour en force des idéologies qui conduisent trop souvent la gauche victorieuse à l'échec. Et pourtant, sauf à rester dans l'opposition, ou à y revenir vite et pour longtemps, la gauche ne peut s'offrir le luxe de répéter cette erreur : prenons garde à un irréalisme économique doublé d'une grande timidité en matière de transformation des structures du pouvoir.

Certains pensent que l'unité de la gauche exige que l'on accompagne le parti communiste dans sa propre crise. Refuser cette attitude suicidaire, maintenir fermement le cap d'une politique de gauche capable d'affronter victorieusement l'épreuve du pouvoir, c'est, paraît-il, être anti-unitaire. J'ai eu suffisamment de conflits, aussi bien à la S.F.I.O. qu'au P.S.U., avec ceux qui, pour des raisons diamétralement opposées,

la crise d'identité du parti communiste ne fera que s'aggraver, suscitant de nouvelles réactions spectaculaires et souvent brutales.

refusaient l'unité avec le parti communiste pour me sentir à l'aise sur ce terrain.

Je remarque que les forces, tant sociales que politiques, qui se réclament du socialisme autogestionnaire ne peuvent naître que dans un pays où la présence d'un fort parti communiste crée les conditions d'un débat sur le mouvement ouvrier, sur le projet de société, sur la théorie du changement social. Ce n'est pas un hasard. Les courants socialistes autogestionnaires ont toujours été d'autant moins complaisants à l'égard des courants communistes sur le plan tactique et idéologique qu'ils considèrent l'unité de la gauche comme une nécessité stratégique, hors de laquelle un changement profond est illusoire. Le parti communiste le sait bien d'ailleurs, et c'est pourquoi il est aujourd'hui obsédé par une question : éviter que ne se reproduise sur le plan politique, ce qui s'est passé sur le terrain syndical avec l'apparition de la C.F.D.T. La dureté de l'attaque engagée contre le parti socialiste ne se comprend pas sans référence à cette exigence vitale pour un parti communiste, qui est d'assurer le maintien de son hégémonie actuellement contestée sur le

plan ouvrier et, plus largement, le contrôle stratégique de l'alliance.

Nous ne rendrons pas service à la gauche en tentant de soustraire le parti communiste à l'épreuve de vérité que le mouvement socialiste a dû subir quant à lui en assurant son renouveau par le moyen d'une rupture de son passé molletiste, et non d'une simple mutation. Le mouvement socialiste l'a fait au prix d'une désagrégation, puis d'une reconstitution lente par des militants d'origine diverse qui, dans leur traversée du désert, ont rêvé d'inventer un socialisme réconcilié avec la rigueur et la liberté. L'existence d'un mouvement communiste en France passe aussi par une rupture irrévocable avec le stalinisme, sur tous les terrains, idéologique, organisationnel, économique et politique.

Dans ce contexte, la responsabilité du parti socialiste est à l'évidence considérable. C'est à lui que revient, tant par sa puissance électorale que par sa capacité à comprendre mieux que son partenaire les principaux mouvements sociaux et culturels de ces dernières années, la responsabilité de proposer au pays les choix essentiels et d'obtenir le consensus politique et social indispensable.

A lui aussi de développer une relance de l'unité de la gauche fondée non sur la complaisance à l'égard de la volonté d'hégémonie de notre principal allié, de son absence de rigueur économique, de son orientation centra-

lisatrice, mais au contraire la volonté que nous partageons avec lui d'une transformation structurelle dans un cadre démocratique. Le double dépassement des traditions social-démocrates et stalinienne pour lequel tant de militants ont œuvré ne naîtra pas d'un compromis hâtif mais de la capacité à faire de l'autogestion non seulement le projet, mais la méthode politique que la gauche propose à ce pays.

Seul un parti socialiste fort, non seulement sur le terrain électoral mais dans les entreprises et dans la société civile, peut y parvenir. Nul doute que son mode d'organisation, son type de militantisme, sa démocratie interne doivent être approfondies de façon à faire non seulement de sa direction mais de ses élus et de ses militants des agents actifs capables « d'entreprendre » et de transformer la société.

La victoire aux élections, la capacité à conduire la transformation du pays et à lui donner un rôle international à sa mesure, la mise en œuvre d'un processus de décentralisation qui rendra le pouvoir aux Français, dépendront d'une part de la capacité du parti socialiste à être l'interlocuteur et la principale expression politique du monde du travail et d'autre part de la capacité de l'ensemble de la gauche à faire confiance aux Français en leur tenant le langage de la vérité.

MICHEL ROCARD.

Princess. L'automobile club.



Droit d'entrée: 32.715F*

La crise d'identité du parti communiste

Le parti communiste lui-même, qui n'avait pas de mots assez durs pour brocarder le thème de l'autogestion, qualifié tour à tour de « gauchiste » et de « réformiste », a fini par le reprendre à son compte, avec les deux autres grands mots d'ordre nés de 1968 : « le socialisme dans la liberté » et « changer la vie ».

Cette avancée idéologique, accompagnant une critique encore timide des principes fondamentaux du léninisme, se double pourtant au parti communiste d'une régression politique.

Le paradoxe est facilement explicable. C'est parce que deux des piliers fondamentaux de son identité, la relation à l'U.R.S.S. et la théorie léniniste, sont en crise que le parti communiste a tenté, au cours des quatre dernières années, de préserver sa position hégémonique par deux tentatives tactiques, certes contradictoires, mais dont l'orientation stratégique est claire.

Dès le moment où l'hégémonie du parti communiste à gauche est contestée

— Sur le pan électoral, comme le montre l'énoncé, par Georges Marchais, le 7 janvier 1978, de la thèse du seuil minimum des 21 % ;

— Dans la classe ouvrière, où les intentions de votes socialistes sont dorénavant à égalité avec les intentions de votes communistes, ce qui explique l'engagement politique précipité de Georges Séguy dans la campagne communiste ;

— Dans les nouveaux espaces sociaux, avec l'échec de la campagne municipale du candidat communiste « vert » à Tours ; alors tous les moyens sont mis en œuvre pour juguler, casser ou capter le courant socialiste.

La première de ces tentatives tactiques fut illustrée par le lancement du thème de l'« Union du

peuple de France », lors du comité central du mois de juin 1974. On a trop souvent voulu n'y voir qu'un appel aux gaullistes destiné à rééquilibrer la gauche par une quatrième composante, nationaliste et centralisatrice, capable d'apporter un soutien tactique pour le P.C.F. L'enjeu me semble infiniment plus important. Il s'agissait, en réalité, pour l'essentiel, d'une tentative d'élargissement des bases sociales du parti communiste, avec pour corollaire une stratégie d'occupation offensive des nouveaux espaces sociaux apparaissant dans la société civile (écologie, phénomène associatif, mouvement des consommateurs, cadre de vie, etc.), doublée, lors du vingtième congrès, d'une nette ouverture idéologique. L'effort poursuivi pendant plusieurs années par la fédération parisienne du parti communiste, sous la direction de Paul Laurent, puis de Henri Fiszbin, illustre assez bien l'importance qu'attachait le P.C.F. à cette tentative.

Celle-ci pourtant a été, au moins temporairement, abandonnée. Le congrès extraordinaire suivant a vidé le mot d'ordre d'union du peuple de France de tout contenu pour opérer le resserrement doctrinal et le repli sociologique, qui ont conduit, après les dernières municipales, à la crise de l'union de la gauche. Cette tactique du repli sociologique relève pourtant d'une même préoccupation : il s'agit de refuser toute remise en cause de l'hégémonie du parti communiste sur toutes les formes d'alliance, qu'elles soient de type « front populaire » ou « union nationale ». Mais la tactique défensive, et s'appuie sur les capacités de résistance et le poids de l'appareil dans la négociation politique : ce qui amène le parti communiste à tenir un discours brisé, ma'